

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Achat de deux appareils de diffraction de rayons X de
table pour poudre pour l'ICMMO UPSaclay - 2 lots**

N° du CCP : 2024-A131

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 rue Joliot Curie
91190 Gif Sur Yvette

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | Objet | Achat de deux appareils de diffraction de rayons X de table pour poudre pour l'ICMMO UPSaclay |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Nombre de lots | 2 |
|  | Tranches optionnelles | Avec tranches optionnelles |
|  | Clause sociale | Avec |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | Défini par tranche |
|  | Reconduction | Sans |
|  | Prix | Prix forfaitaires et prix unitaires |
|  | Variation des prix | Sans |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 5 |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 5 |
| 4 - Protection des données à caractère personnel | 5 |
| 5 - Durée et délais d'exécution..... | 6 |
| 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations | 6 |
| 5.2 - Durée du contrat..... | 6 |
| 5.3 - Délais d'exécution des tranches..... | 6 |
| 6 - Prix | 7 |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 7 |
| 6.2 - Modalités de variation des prix | 7 |
| 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches..... | 7 |
| 7 - Garanties Financières | 8 |
| 8 - Avance | 8 |
| 8.1 - Conditions de versement et de remboursement | 8 |
| 8.2 - Garanties financières de l'avance | 9 |
| 9 - Modalités de règlement des comptes | 9 |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 9 |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement | 9 |
| 9.3 - Délai global de paiement | 10 |
| 9.4 - Paiement des cotraitants | 10 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations..... | 10 |
| 11 - Développement durable | 11 |
| 12 - Constatation de l'exécution des prestations | 11 |
| 12.1 - Vérifications..... | 11 |
| 12.2 - Décision après vérification | 11 |
| 13 - Garantie des prestations..... | 12 |
| 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 12 |
| 15 - Pénalités | 12 |
| 15.1 - Pénalités de retard | 12 |
| 15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance | 12 |
| 15.3 - Pénalité pour travail dissimulé | 12 |
| 16 - Assurances | 12 |
| 17 - Résiliation du contrat | 12 |
| 17.1 - Conditions de résiliation..... | 12 |
| 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 13 |
| 18 - Règlement des litiges et langues | 13 |
| 19 - Clauses complémentaires..... | 13 |
| 19.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) | 13 |
| 20 - Clauses techniques particulières | 14 |
| 21 - Dérogations | 14 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Achat de deux appareils de diffraction de rayons X de table pour poudre pour l'ICMMO UPSaclay

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

L'Achat de deux appareils de diffraction de rayons X de table pour poudre, l'un dédié à l'analyse de phases avec un upgrade « couches minces » et l'autre dédié à l'analyse de batteries avec supports adaptés pour l'Institut de Chimie Moléculaire et des Matériaux d'Orsay, laboratoire de l'Université Paris Saclay.

Lieu(x) d'exécution :

ICMMO Institut de Chimie Moléculaire et des Matériaux d'Orsay

Université Paris-Saclay, UFR des Sciences

Bâtiment Henri Moissan, 670, HM1 1er et 3ème étage

19 Avenue des Sciences

91400 Orsay

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots(s) :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---|
| 01 | Acquisition d'un appareil de diffraction de rayons X sur poudre de table dédié à l'analyse de phases en routine, avec un upgrade « couches minces » pour l'analyse à bas angle incluant son logiciel, son système de mesure |
| 02 | Acquisition d'un appareil de diffraction de rayons X sur poudre de table dédié à l'analyse de batteries avec supports dédiés incluant son logiciel, son système de mesure |

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

| Lot(s) | Tranche(s) | Désignation de la tranche |
|--------|------------|---|
| 01 | TF | Tranche ferme Prestations d'acquisition, de livraison, d'installation, de mise en service incluant un alignement des appareils et de formation à l'utilisation d'au moins un utilisateur. Garantie hors pièces d'usure d'au moins un an et logiciel inclus. Consommables sur BPU |
| | TO001 | Tranche optionnelle n°1 Passeur de 6 échantillons minimum de préférence externe pour permettre l'analyse de plusieurs échantillons à la suite durant la nuit par exemple |
| | TO002 | Tranche optionnelle 2 Maintenance 12 mois reconductible 1 fois pour 12 mois Spécificités attendues : maintenance logicielle, maintenance préventive et corrective |
| 02 | TF | Tranche Ferme Prestations d'acquisition, de livraison, d'installation, de mise en service incluant un alignement des appareils et de formation à l'utilisation d'au moins un utilisateur. Garantie hors pièces d'usure d'au moins un an et logiciel inclus. Consommables sur BPU |

| Lot(s) | Tranche(s) | Désignation de la tranche |
|--------|------------|---|
| | TO001 | Tranche optionnelle 1 Passeur de 6 échantillons minimum de préférence externe pour permettre l'analyse de plusieurs échantillons à la suite durant la nuit par exemple |
| | TO002 | Tranche optionnelle n°2 Maintenance 12 mois reconductible 1 fois pour 12 mois Spécificités attendues : maintenance logicielle, maintenance préventive et corrective |

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes -1 par lot
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) 3 onglets - 1 par lot
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) - 1 par lot
- Le cahier des clauses particulières (CCP) - commun à tous les lots
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cadre de Mémoire Technique (CMT) du titulaire - 1 par lot
- Les bons de commandes (BC)
- Les avenants éventuels conclus postérieurement à la notification des marchés

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 48 mois.

5.2 - Durée du marché

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée du contrat de chaque lot est décomposée(e) par tranche comme suit :

| Lot(s) | Tranche(s) | Délai | Précisions |
|--------|------------|---------|--|
| 01 | TF | 19 mois | Délai d'exécution : Le délai de livraison maximum est de 16 semaines à compter de la date de notification du marché. Le délai maximum d'installation et de mise en service est de 1 semaine à compter de la date de livraison sur site. La formation doit être assurée à la suite de l'installation et de la mise en service de l'équipement, conformément au planning d'intervention proposé par le titulaire. |
| 01 | TO001 | 41 mois | La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un courriel de notification envoyé en accusé réception. Le titulaire du présent marché ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente. L'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir dès la date d'admission et jusqu'au 47 -ème mois du marché. |
| 01 | TO002 | 35 mois | La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un courriel de notification envoyé en accusé réception. Le titulaire du présent marché ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente. L'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir dès la date de la fin de la garantie et jusqu'au 47 -ème mois du marché. |

| Lot(s) | Tranche(s) | Délai | Précisions |
|--------|------------|---------|--|
| 02 | TF | 19 mois | Délai d'exécution : Le délai de livraison maximum est de 16 semaines à compter de la date de notification du marché. Le délai maximum d'installation et de mise en service est de 1 semaine à compter de la date de livraison sur site. La formation doit être assurée à la suite de l'installation et de la mise en service de l'équipement, conformément au planning d'intervention proposé par le titulaire. |
| 02 | TO001 | 41 mois | La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un courriel de notification envoyé en accusé réception. Le titulaire du présent marché ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente. L'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir dès la date d'admission et jusqu'au 47 -ème mois du marché. |
| 02 | TO002 | 35 mois | La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un courriel de notification envoyé en accusé réception. Le titulaire du présent marché ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente. L'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir dès la date de la fin de la garantie et jusqu'au 47 -ème mois du marché. |

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer l'exécution des tranches optionnelles sont indiqués ci-après, à dater de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

| Lot(s) | Tranche(s) | Tranche(s) optionnelle(s) | Délai limite de notification |
|--------|------------|---------------------------|------------------------------|
| 01 | TO001 | Tranche optionnelle n° 1 | 47 mois |
| | TO002 | Tranche optionnelle 2 | 47 mois |
| 02 | TO001 | Tranche optionnelle 1 | 47 mois |
| | TO002 | Tranche optionnelle n° 2 | 47 mois |

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---|
| 01 | Acquisition d'un appareil de diffraction de rayons X sur poudre de table dédié à l'analyse de phases en routine, avec un upgrade « couches minces » pour l'analyse à bas angle incluant son logiciel, son système de mesure |
| 02 | Acquisition d'un appareil de diffraction de rayons X sur poudre de table dédié à l'analyse de batteries avec supports dédiés incluant son logiciel, son système de mesure |

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Le paiement sera fractionné comme suit : 90 % à la livraison et 10 % à l'issue de la formation

9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation

réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054
- Code service : Aucun Code service
- Numéro d'engagement juridique : = numéros des bons de commandes - déterminés par le service administratif et financier de ICMMO suite à notification

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

6 Rue d'Arsonval
91400 Orsay

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :

La livraison se fera impérativement sur le lieu d'installation de l'équipement.
Elle se fera, sauf contre ordre dans le bâtiment de recherche, locaux de la plateforme instrumentale (niveau 0) et de l'équipe Eriee (niveau 3) de l'Institut de Chimie Moléculaire et des Matériaux d'Orsay.

Elle fera obligatoirement l'objet d'une prise de rendez-vous préalable avec les interlocuteurs Techniques de l'ICMMO nommés ci-après :

Dr. Romuald SAINT-MARTIN - plateforme instrumentale
Email: romuald.saint-martin@universite-paris-saclay.fr

Dr. Sylvain FRANGER - équipe Eriee
Email: sylvain.franger@universite-paris-saclay.fr

En tout état de cause, le titulaire du marché devra tenir compte des indications données dans les bons de commandes en ce qui concerne l'accès des locaux.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire des marchés devra dispenser une formation à l'utilisation des deux appareils demandés en fonction de leurs différentes configurations. Cette formation pourra être réalisée sur le site d'Henri Moissan juste après l'installation et la mise en service des appareils.
la formation concernera au moins un utilisateur par appareil.
Elle sera exécutée conformément au planning d'intervention proposé par le titulaire des marchés.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :
Cf Critère 3.2 : Équité sociale, amélioration des conditions de travail, lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :
Cf Critère 3.1 : Dispositions arrêtées par l'entreprise en matière de gestion des pièces détachées, des consommables et de l'obsolescence électronique, qualité des matériaux et équipements proposés

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par les Dr. Romuald SAINT-MARTIN et Sylvain FRANGER ou leurs représentants.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Il est prévu l'utilisation du formulaire Cerfa EXE 3

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités et conditions de cette garantie sont définies au cadre de mémoire technique du titulaire.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Non-respect du délai maximum de livraison : Pénalité de 50 € par jour de retard constatés

Non-respect du délai maximum d'installation et de mise en service : Pénalité de 50 € par jour de retard constatés

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 50 € s'applique dans les conditions suivantes :

Sont concernées les prestations de maintenance dans le cadre du SAV et en cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°2 :

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités. Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses complémentaires

19.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

20 - Clauses techniques particulières

Achat de deux appareils de diffraction de rayons X de table pour poudre, l'un dédié à l'analyse de phases avec un upgrade « couches minces » et l'autre dédié à l'analyse de batteries avec supports adaptés

Avec les spécifications techniques suivantes :

Diffraction de RX de table pour poudre ET couches minces

- 1- Résolution : sur standards LaB6 0.04° pour 2 θ
- 2- Goniomètre θ - θ pour conserver l'échantillon horizontalement au cours de la mesure
- 3- Système de refroidissement interne intégré à la machine et ne nécessitant aucune circulation d'eau externe
- 4- Puissance de 300W avec une limitation à 30kV (évitant ainsi la déclaration ASN)
- 5- Configuration analyse de poudre classique ET configuration analyse de couches minces
- 6- Détecteur haute dynamique, dernière technologie semi-conducteur, pixelisée de préférence
- 7- Possibilité d'évoluer vers un passeur 6 positions minimums de préférence externe

Diffraction de RX de table pour l'analyse de batteries

- 1- Résolution : sur standards LaB6 0.04° pour 2 θ
- 2- Goniomètre θ - θ pour conserver l'échantillon horizontalement au cours de la mesure
- 3- Système de refroidissement interne intégré à la machine et ne nécessitant aucune circulation d'eau externe
- 4- Puissance de 600W
- 5- Un porte-échantillon pour pile bouton
- 6- Platine adaptée permettant de positionner le porte-échantillon « pile bouton »
- 7- Un détecteur très discriminant adapté aux poudres de batteries susceptibles de contenir des éléments provoquant de la fluorescence X

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.1 du CCP déroge à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 21 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services